

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N°382
12 novembre 2025
ISSN 1245-0286

Au BN de la FSU du 10 novembre, le courant Front Unique, est intervenu pour :

- que la FSU rejette les projets de budget du gouvernement Macron-Lecornu ;***
- qu'elle refuse de cautionner le gouvernement en annonçant son retrait immédiat de la « Conférence sur le travail et les retraites » ;***
- qu'elle œuvre à la réalisation d'un front uni des organisations syndicales contre le gouvernement et ses projets de budget.***

Pour tenter de faire passer ses budgets de guerre contre les travailleurs et la jeunesse, le gouvernement Macron-Lecornu veut rééditer la manœuvre de Bayrou en début d'année.

Celui-ci avait alors présenté son projet de « conclave » sur les retraites. Cette initiative avait été soutenue par les directions syndicales qui toutes, au moins dans un premier temps, y avaient participé. C'est en s'appuyant sur ce soutien syndical que le PS avait justifié ses votes en faveur des budgets 2025, en février dernier.

Voilà la fonction de la « Conférence sur le travail et les retraites » de Lecornu.

La FSU, comme les autres organisations syndicales, était présente ce 4 novembre à la première séance de cette « conférence ». Seule manquait la CGT, à cause d'un problème d'agenda.

Les personnalités choisies pour « encadrer » cette conférence sont J.-D. Combrexelle, P. Ferracci et A.-M. Couderc, tous des suppôts patentés des capitalistes.

Dans un compte rendu de la réunion, il est indiqué que notre fédération a indiqué : « nous continuons de nous élever contre le recul de l'âge de départ à la retraite ». Dans cette « conférence », le mot d'ordre d'abrogation semble hors de propos.

Il est indiqué également que notre fédération sera vigilante « contre toute tentative d'instrumentalisation politique ». Quel bobard ! Le but de cette « conférence » est justement de tenter de fournir au gouvernement Macron-Lecornu une assurance de survie, à la condition que les dirigeants syndicaux acceptent d'y participer.

Pour que cette conférence soit conduite jusqu'à son terme en juin prochain, il faut que le gouvernement perdure jusqu'alors, ce qui implique que ses budgets soient adoptés.

Participer à cette conférence c'est donc accepter de cautionner le gouvernement et consentir à son budget.

L'appel commun CGT-FSU-Solidaires à une nouvelle journée d'action le 2 décembre vise à « mettre la pression pour obtenir la justice sociale, fiscale et environnementale dans CE budget ».

Mais tout CE budget a pour but d'augmenter massivement les dépenses d'armement, de poursuivre le soutien sans limites aux capitalistes et de s'en prendre vigoureusement aux travailleurs, aux jeunes, aux retraités, aux chômeurs, aux malades, aux pauvres etc. Un tel budget ne peut être amélioré, il doit être combattu et rejeté. Et ce n'est pas avec des journées d'action à répétition qu'il sera possible de gagner.

D'abord, notre fédération doit refuser tout soutien au gouvernement Macron-Lecornu.

Elle doit annoncer son retrait immédiat de la « Conférence sur le travail et les retraites » et tenter de convaincre les organisations syndicales du mouvement ouvrier de faire de même.

Elle doit œuvrer à réaliser avec elles, un front uni contre le gouvernement et ses projets de budget. Pour empêcher leur adoption, ce front uni doit convoquer une puissante manifestation centrale en direction de l'Assemblée nationale.

Motion soumise au vote :

Notre fédération rejette les projets de budget présentés par le gouvernement Macron-Lecornu.

Notre fédération annonce son retrait immédiat de la « Conférence sur le travail et les retraites » et s'adressera aux organisations syndicales du mouvement ouvrier pour qu'elles fassent de même.

Notre fédération œuvrera à réaliser avec elles, un front uni contre le gouvernement et ses projets de budget.

Pour empêcher leur adoption, ce front uni doit convoquer rapidement une puissante manifestation centrale en direction de l'Assemblée nationale.

(1 pour / 31 contre / 4 abstentions / 5 refus de vote)

Le courant Front Unique est aussi intervenu contre la répression des militants de Palestine action

Depuis deux ans, tous les gouvernements ont soutenu l'État génocidaire d'Israël et réprimé systématiquement tout soutien au peuple palestinien.

C'est aujourd'hui le gouvernement Macron-Lecornu-Nuñez qui est en première ligne contre les militants pro-palestiniens.

Sous pression du ministre de l'enseignement supérieur, un colloque sur la Palestine vient d'être annulé au Collège de France alors que se tient aujourd'hui même, au Sénat, une opération de propagande financée par le gouvernement israélien.

Surtout, il y a quelques jours, l'orchestre philharmonique d'Israël a pu se produire dans une salle publique. Des militants pro-palestiniens qui manifestaient sans violence dans la salle de la Philharmonie ont été quasiment lynchés par des spectateurs pro-israéliens.

Et ce sont pourtant ces manifestants qui ont été arrêtés puis mis en examen.

Notre fédération doit soutenir ces militants et exiger la levée immédiate des poursuites engagées contre eux.

Notre fédération doit exiger le boycott total et dans tous les domaines de l'État génocidaire d'Israël.

Elle doit se dresser contre le projet de dissolution engagé par le gouvernement contre l'organisation Palestine action France.

Motion soumise au vote :

Notre fédération exige la levée immédiate des poursuites engagées contre les militants pro-palestiniens qui ont perturbé sans violence le concert d'un orchestre national d'Israël à la Philharmonie de Paris.

Notre fédération exige le boycott total et dans tous les domaines de l'État génocidaire d'Israël.

Notre fédération se dresse contre le projet de dissolution engagé par le gouvernement contre l'organisation Palestine action France.

(5 pour / 22 contre / 2 abstentions / 12 refus de vote)